

Flash ISP

novembre 2008

Ne revenez pas en arrière !

Le 16 décembre, le Parlement européen débattait de la Directive sur le temps de travail avant le vote du 17 décembre. Ce vote pourrait annoncer le premier retour en arrière de la politique sociale européenne depuis la création de l'UE, et réduire à néant plusieurs décennies de progrès en faveur d'une durée du temps de travail plus juste pour les travailleurs/euses européens. Pour plus de renseignements, et notamment pour obtenir un modèle de courrier à adresser à votre député européen, veuillez consulter le site Internet de la FSESP : <http://www.epsu.org/r/152> <<http://www.epsu.org/r/152>>

Fusion FSESP-ISP Europe

La réunion du Comité directeur de l'ISP, tenue les 17-18 novembre 2008 à Genève, a recommandé à l'unanimité au Conseil exécutif de l'ISP d'approuver le texte révisé de l'Accord de coopération entre l'ISP et la FSESP. Suite à la réunion du Conseil exécutif et à l'adoption de nouveaux statuts lors du Congrès de la FSESP, si le texte est approuvé, l'accord entrera en vigueur à partir du 1er janvier 2010. L'ISP salue la création d'une structure unifiée qui permettra d'établir une relation plus forte entre l'ISP et la FSESP. L'accord de coopération révisé entre l'ISP et la FSESP approuve la fusion entre la FSESP et l'ISP Europe afin de former une unique fédération, dénommée Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP). Cet accord est accessible sur le site Internet de l'ISP à l'adresse www.world-psi.org/europefr <<http://www.world-psi.org/europefr>> .

Partagez vos expériences positives vécues avec l'ISP

Dans le cadre de l'évaluation organisationnelle de l'ISP, nous vous invitons à envoyer vos récits d'expériences positives vécues avec l'ISP. Vous êtes vivement invités à nous en faire part ! Cliquez ici <<http://www.world-psi.org/TemplateRedirect.cfm?template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentID=21399>> pour plus de détails. Cliquez ici <<http://www.world-psi.org/TemplateEn.cfm?Section=Home&CONTENTID=21791&TEMPLATE=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm>> pour lire les réponses reçues.

Corée : répression massive contre les travailleurs/euses migrants

D'après le syndicat des travailleurs/euses migrants (MTU), plus d'une centaine de travailleurs/euses migrants ont été arrêtés en Corée le 12 novembre, lors d'un raid orchestré par le ministère de la Justice et la police. Il s'agit d'une des nombreuses opérations menées par le gouvernement dans le but de contrôler plus strictement les travailleurs/euses migrants. Au cours de ce raid, « les agents de police ne se sont pas identifiés correctement, ils ont insulté et maltraité les migrants, et usé de méthodes excessives telles que le menottage, l'entrée par effraction chez des particuliers et dans des usines, et une action raciste ciblée contre les travailleurs migrants sans vérification de passeport ou de visa. » Plusieurs travailleurs/euses migrants ont été blessés, et depuis cette opération, de nombreux migrant-e-s (avec ou sans papiers) craignent pour leur sécurité. Le MTU a appelé le gouvernement à libérer immédiatement les travailleurs/euses arrêtés et à présenter ses excuses pour avoir procédé à ces arrestations irrégulières et violé les droits humains de ces personnes. Pour en savoir plus, contactez le MTU : MTUintl@jinbo.net

Equateur : des syndicats du secteur public menacés de disparaître

Les affiliés de l'ISP en Equateur nous ont alerté sur le fait que le gouvernement est en train de procéder à la révision unilatérale des conventions collectives et du processus de négociation collective, suite à la publication de plusieurs mandats et décrets. Ces mesures auront pour effet immédiat d'imposer une grille de salaires unifiée dans le secteur public, et de supprimer tous les avantages supplémentaires (que le gouvernement qualifie « d'excès ou privilèges ») qui feraient passer le salaire d'un employé-e au-dessus des nouvelles limites. Ces « avantages supplémentaires » comprennent notamment les retraites, le capital-décès et d'autres avantages dont peuvent bénéficier les membres de la famille du travailleur/euse, les primes, les congés payés, les heures supplémentaires, les indemnités de licenciement, les contributions financières de l'employeur aux activités syndicales, le dédommagement en cas de changement d'employeur (privatisation d'une entité publique, par exemple), etc. Le gouvernement s'est également arrogé le pouvoir de déclarer nuls et non avenus d'autres passages des conventions collectives existantes, et de modifier les accords collectifs quand il le jugera nécessaire. Le droit des syndicats à contester légalement les décisions du gouvernement, par le biais des tribunaux nationaux, est également supprimé. Les travailleurs/euses auront simplement le droit de faire part de « leurs points de vue, opinions et critiques constructives. »

En outre, à partir de janvier 2009, la contribution des employeurs du secteur public aux fonds de retraite sera annulée. Le gouvernement est également en train de supprimer un accord sur le temps de travail qui permettait aux infirmières de ne pas dépasser six heures de travail par jour.

L'ISP et une coalition d'affiliés de l'ISP déposeront plainte à l'OIT en demandant à ce qu'elle soit examinée de toute urgence.

Retraites en danger : l'ISP compte riposter

L'ISP a organisé un forum sur les retraites les 24-25 novembre à Genève. Quelque 80 participant-e-s, représentant les affiliés de l'ISP dans plus de 40 pays, se sont réunis pour évoquer la crise financière mondiale et échanger leurs stratégies pour gagner, protéger et renforcer les retraites. Le Président du Groupe directeur sur le secteur public, Larry Brown, du Canada, a présenté l'orateur principal, Richard Minns, du Royaume-Uni et d'Argentine, qui a fait remarquer que les attaques sur les retraites dans le secteur public n'avaient pas commencé au moment de la crise financière, mais que cela faisait des années que les néolibéraux réduisaient les dépenses en matière de sécurité sociale, souvent à cause des dépenses massives dans le domaine militaire. Pierre Habbard, de la CSC-OCDE, a indiqué que l'OCDE et les IFI exerçaient une pression continue en faveur de la privatisation des plans de retraite, et du passage des régimes de retraite à prestations déterminées aux régimes de retraite à cotisations déterminées. Ces derniers temps, la valeur de nombreux placements de retraite ayant fortement diminué (le fonds de pension américain le plus important, CALPERS, s'est effondré de 20%), la sécurité de la retraite de nombreux travailleurs/euses à travers le monde est menacée. Il a également été rappelé aux délégué-e-s que les femmes et les travailleurs/euses migrants sont confrontés à des problèmes particuliers et qu'ils se voient souvent refuser toute garantie de retraite. Les délégué-e-s ont établi une série de recommandations détaillées à l'attention des dirigeant-e-s de l'ISP aux niveaux mondial et national. Pour de plus amples informations sur les résultats de ce forum, veuillez contacter svend.robinson@world-psi.org <<mailto:svend.robinson@world-psi.org>> .

Services publics de qualité : lutte contre le changement climatique en Australie

Les syndicats australiens incitent fortement leur pays à devenir un des leaders mondiaux de la lutte contre le changement climatique en développant les industries vertes, ce qui pourrait créer jusqu'à un million d'emplois de « cols verts » d'ici à 2030 et plusieurs milliards de dollars en recettes d'exportation. Le syndicat Australian Services Union (ASU) a publié un rapport intitulé « Services publics de qualité : comment lutter contre le changement climatique en Australie », qui offre un point de vue syndical utile sur la manière de lutter contre le changement climatique et les difficultés qui en découlent. Le Secrétaire national assistant de l'ASU, Greg McLean, a déclaré : « L'ASU croit qu'une action pratique doit être planifiée et mise en œuvre pour aider nos membres et leurs industries à se préparer pour l'avenir. L'impact du changement climatique étant pris en compte, de nouveaux emplois seront créés ainsi que de nouveaux types de travail dans des secteurs où 80.000 membres de l'ASU sont actuellement employés. Nous pensons que les services publics de qualité et les personnes qui les dispensent sont les plus à même d'offrir le leadership et les solutions nécessaires pour faire face au changement climatique. »

Cliquez ici <<http://www.world-psi.org/TemplateRedirect.cfm?Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentFileID=23104>> pour lire le rapport, et ici <[http://www.world-](http://www.world-psi.org/TemplateRedirect.cfm?Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentFileID=23104)

[psi.org/TemplateRedirect.cfm?Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentFileID=23105](http://www.world-psi.org/TemplateRedirect.cfm?Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentFileID=23105)> pour télécharger la présentation sur PowerPoint qui l'accompagne.

Les femmes de Gaza organisent un sit-in pour protester contre les licenciements

Les syndicats palestiniens du secteur public sont stupéfaits et déçus de la décision prise par le Conseil d'administration du programme de Gaza pour la santé mentale, consistant à supprimer les emplois de 59 femmes qui travaillent pour ce programme dans la Bande de Gaza.

Des représentant-e-s syndicaux, des avocat-e-s et des femmes qui travaillent sur le Projet des femmes de Gaza se sont réunis le 18 octobre pour discuter de ce problème. Ils considèrent que cette décision équivaut à un licenciement arbitraire contraire à la législation et aux droits humains et qu'elle constitue une violation scandaleuse des droits des femmes.

Le 23 octobre, les femmes ont organisé un sit-in de deux heures pour protester contre le licenciement des femmes du programme et elles ont fait part de leurs revendications. Pour davantage de renseignements (en anglais), cliquez ici <<http://www.world-psi.org/TemplateRedirect.cfm?Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentID=21655>>

Pologne : soutien aux travailleurs/euses LGBT

Début octobre, l'ISP a participé à une mission en Pologne pour réfléchir à la manière dont le mouvement syndical européen peut soutenir l'égalité des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) dans ce pays. Dernièrement, en Pologne, des responsables politiques, entre autres, ont attaqué à de nombreuses reprises les personnes LGBT, notamment par des agressions violentes à l'occasion des défilés de la Gay Pride, par la discrimination à l'embauche et des insultes proférées par le Président. Le programme de la visite a été organisé par le bureau de Varsovie de la Fondation Friedrich Ebert (FES), présidé par Clemens Rode. Un des principaux objectifs de la visite était d'encourager les syndicats polonais, jusqu'alors très silencieux sur cette question, à faire connaître les personnes responsables des questions LGBT sur le lieu de travail. L'ISP, représentée par Svend Robinson, s'est associée lors des réunions aux représentant-e-s des syndicats du secteur public, notamment des enseignant-e-s, de nationalité allemande, britannique et néerlandaise. Ils ont rencontré les principaux syndicats polonais, en particulier OPZZ et Solidarnosc, ainsi que le syndicat polonais des enseignant-e-s. Les membres de la mission ont également rencontré des groupes LGBT, des représentant-e-s du gouvernement, le médiateur polonais et des ONG.

La FES a établi un compte rendu détaillé de cette réunion, qui est disponible ici <<http://www.world-psi.org/TemplateRedirect.cfm?Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentID=21637>> (en anglais).

Kenya : atelier sur l'évaluation

Le mois dernier, à Nairobi, les représentant-e-s syndicaux kenyans participant au projet financé par FNV LOTCO sur les syndicats d'Afrique de l'Est et la réforme du secteur public, ont assisté à leur troisième atelier de formation sur l'évaluation. Cette formation vise à poursuivre le processus qui permet aux participant-e-s de mieux s'approprier le projet dans tous ses aspects, et encourage l'entière participation des affiliés à l'évaluation externe qui sera réalisée cette année. Les syndicats ont rédigé les termes de cette évaluation et ont participé à la sélection d'un consultant externe originaire d'Afrique de l'Est. C'est la candidature du cabinet kenyan Pinnacle Development Consultants qui a été retenue. L'équipe, composée de Robert Chutha, Julius Gichohi et Caroline Nganga, bénéficie d'expériences variées auprès des gouvernements, de la société civile, des syndicats, des bailleurs de fonds internationaux et des organisations pour le développement dans la sous-région. Cliquez ici <<http://www.world-psi.org/TemplateRedirect.cfm?template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentID=21635>> pour en savoir plus (données en anglais).

Non à la corruption !

Le 9 décembre est la Journée internationale de lutte contre la corruption. La corruption n'est pas seulement une question financière. C'est une force corrosive qui détruit la confiance dans les institutions publiques, prive les pays de leur développement et les pauvres des services essentiels, finance la violence et le terrorisme, et laisse le champ libre au crime organisé. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) a lancé une campagne internationale pour soutenir une position positive et proactive contre la corruption. Avec le slogan « Corruption: Your "No" counts » (« Corruption : votre "Non" compte »), la campagne invite chacun à changer les choses pour lutter contre le crime qu'est la corruption. Renseignements supplémentaires et ressources sur www.unodc.org/yournocounts.

Du rock pour les services publics !

L'affilié canadien SCFP/CUPE a trouvé une manière originale de célébrer et de rappeler l'importance des services publics. Plus de 4000 personnes ont assisté au concert gratuit intitulé « Rock for Public Services » pour soutenir les travailleurs/euses municipaux et les personnels hospitaliers d'Ottawa. Le syndicat demande également au grand public de s'associer aux débats sur le budget et de donner au conseil municipal son point de vue sur les réductions budgétaires. « Vous savez, comme un bon groupe de rock, les services publics sont là du jour de votre naissance jusqu'à celui de votre mort, » a dit le Président du SCFP/CUPE pour l'Ontario, Sid Ryan, pendant le spectacle. « Les employés des services publics sont là à la naissance de votre premier enfant et lorsque vos parents entrent en maison de retraite. Ils fournissent de l'énergie hydroélectrique, travaillent dans les services d'eau et de déneigement, dans les écoles, les bibliothèques et les foyers municipaux, sans oublier les auxiliaires médicaux, qui dispensent des services de secourisme. » Le SCFP/CUPE attire l'attention sur le message envoyé par le gouvernement de la province et les municipalités locales, selon lequel l'externalisation et la privatisation des services vont permettre de réaliser des économies. Mais à long terme, la privatisation coûte plus cher aux contribuables et offre moins de services. « Ne laissons pas les responsables politiques dilapider ces emplois et ces services à coups de privatisation, d'externalisation et de délocalisation. Nous devons préserver les services publics pour garantir un capital national plus propre, plus écologique, attentif et sûr » ont déclaré les responsables syndicaux.

Népal : soutenir la démocratie et les services publics de qualité

Le comité national de coordination de l'ISP au Népal a tenu une conférence les 4-5 novembre à Katmandu, au Népal, conjointement avec des consommateurs, des juristes, des universitaires, des centrales nationales et des partis politiques. Cette conférence avait pour objectif de réfléchir à la manière dont les syndicats peuvent participer à l'élaboration de la nouvelle constitution, renforcer les institutions et les pratiques démocratiques, intégrer les services publics de qualité à la nouvelle constitution, promouvoir l'égalité dans les institutions nouvellement structurées, et œuvrer en faveur d'un environnement viable pour l'ensemble de la société népalaise. Il a également été question de la participation des femmes, de la formation et des compétences professionnelles des jeunes qui optent pour la migration, de la liberté syndicale et des relations patronat-syndicats, de l'amélioration du professionnalisme et du renforcement des structures démocratiques internes du syndicat. Les participant-e-s à la conférence ont conclu que la nécessité de s'exprimer collectivement était une priorité et que les partenaires de la société civile devaient apporter paix et harmonie au pays en cherchant à faire face à ces difficultés de manière efficace. Les participant-e-s se sont tous accordés à dire que les institutions et les pratiques démocratiques étaient nécessaires pour soutenir la démocratie et ont insisté sur l'importance des services publics de qualité pour y parvenir. Pour plus de renseignements, merci de contacter V. Lakshmi (Secrétaire sous-régionale pour l'Asie) : psisouthasia@airtelmail.in <<mailto:psisouthasia@airtelmail.in>>

Responsabilité sociale des entreprises : guide du négociateur

L'affilié britannique de l'ISP, Prospect, a publié un Guide du négociateur au sujet de la responsabilité sociale des entreprises. Ce guide utile indique point par point comment faire jouer la responsabilité sociale des entreprises au travail. Il montre :

- Comment les Objectifs du Millénaire pour le développement peuvent aider à définir des politiques organisationnelles de responsabilité sociale des entreprises.

- Que les organisations jouent un rôle, à travers leurs opérations à l'étranger et les chaînes d'approvisionnement, pour lutter contre la pauvreté, en offrant un travail sûr, décent et humain.
- Comment les activités organisationnelles humanitaires/caritatives peuvent contribuer aux Objectifs du Millénaire pour le développement.
- Comment les membres syndicaux, en tant que parties prenantes, peuvent participer au processus de responsabilité sociale des entreprises.

Veuillez cliquer ici <<http://www.world-psi.org/TemplateRedirect.cfm?Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentFileID=23044>> pour télécharger le guide. Informations complémentaires et ressources sur <http://www.prospect.org.uk/international/mdgandcsr> <<http://www.prospect.org.uk/international/mdgandcsr>> .

VIH/sida : l'information reste indispensable

L'organisme sud-africain PSUFASA (Syndicats du secteur public qui lutte contre le sida) a publié son bulletin d'octobre 2008 sur le Projet, disponible ici. Le Projet ISP/UNISON lutte contre le VIH et le sida dans le secteur public en Afrique australe et vise à renforcer la riposte des syndicats face aux problèmes que posent le VIH et le sida au travail. Pour en savoir plus, allez sur le site Internet du projet : <http://www.psufasa.org/> <<http://www.psufasa.org/>> .

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message. Vous pouvez aussi le distribuer autour de vous, et nous envoyer vos commentaires: communications@world-psi.org.

Voir la sélection complète des bulletins de l'ISP et vous inscrire sur <http://www.world-psi.org/subscribe>

International des Services Publics

www.world-psi.org <<http://www.world-psi.org/>> communications@world-psi.org <<mailto:communications@world-psi.org>>